

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014 - 2015

Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 – 06

ÉTUDE DES CRÉDITS

2014 - 2015

Liste des demandes

Note au lecteur : L'information présentée dans les réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle se limite à l'année financière 2013-2014.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DE CRÉDIT 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 1) Organigrammes détaillés du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.
- 2) Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.
- 3) Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.
- 4) Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.
- 5) Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 23 avril 2014.
- 6) Liste des « CT réception » du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.
- 7) Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 23 avril 2014 avec montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.
- 8) Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014 pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs, en précisant le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.
- 9) Effectifs affectés au ministère du Conseil exécutif et à ses secrétariats depuis le 23 avril 2014 avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.
- 10) Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 23 avril 2014.
- 11) Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 23 avril 2014, avec pour chacun :
 - a) la durée de la période de non affectation;
 - b) le salaire total versé durant la non affectation;
 - c) la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DE CRÉDIT 2014-2015
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 12) Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 23 avril 2014
- 13) Depuis le 23 avril 2014, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction.
- 14) Depuis le 23 avril 2014, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction.
- 15) La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.
- 16) Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 23 avril 2014 :
- a) objet de la campagne;
 - b) coût de la campagne;
 - c) clientèle visée par la campagne;
 - d) moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée);
 - e) nom de la firme et ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne;
 - f) firme responsable du placement média;
 - g) et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans le cadre de la campagne?
- 17) Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 23 avril 2014.
- 18) Depuis le 23 avril 2014, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre;
- 19) La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens depuis le 23 avril 2014. Pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.
- 20) Copie de tous les documents remis à Luc Godbout et Claude Montmarquette afin de remplir le mandat confié par le gouvernement au printemps 2014 concernant l'état des finances publiques.

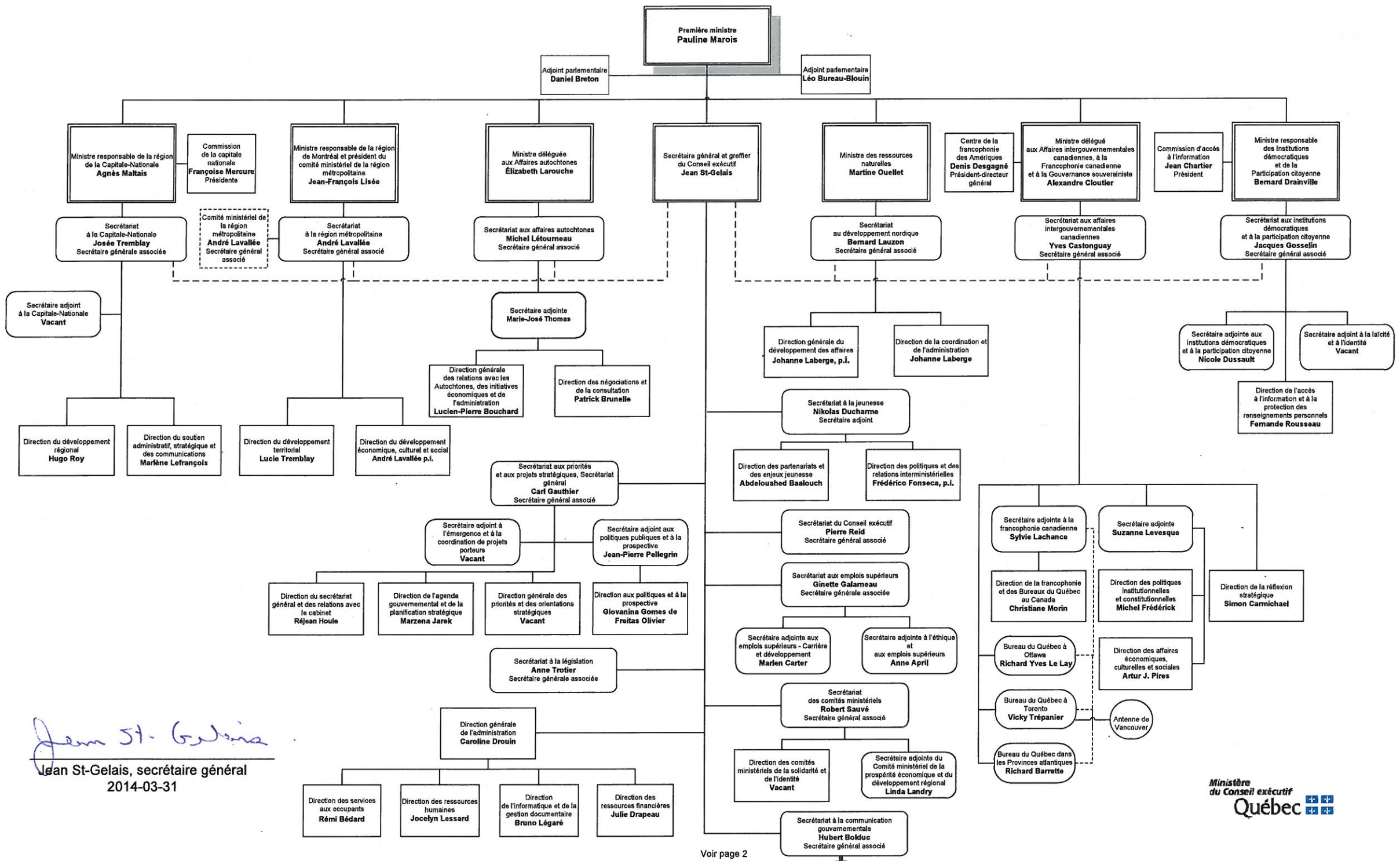
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DE CRÉDIT 2014-2015
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 21) Politique économique Priorité emploi : mesures maintenues pour 2014-2015 et les budgets accordés.
- 22) Stratégie d'électrification des transports : mesures maintenues pour 2014-2015 et les budgets accordés.
- 23) Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.
- 24) Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.
- 25) Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)

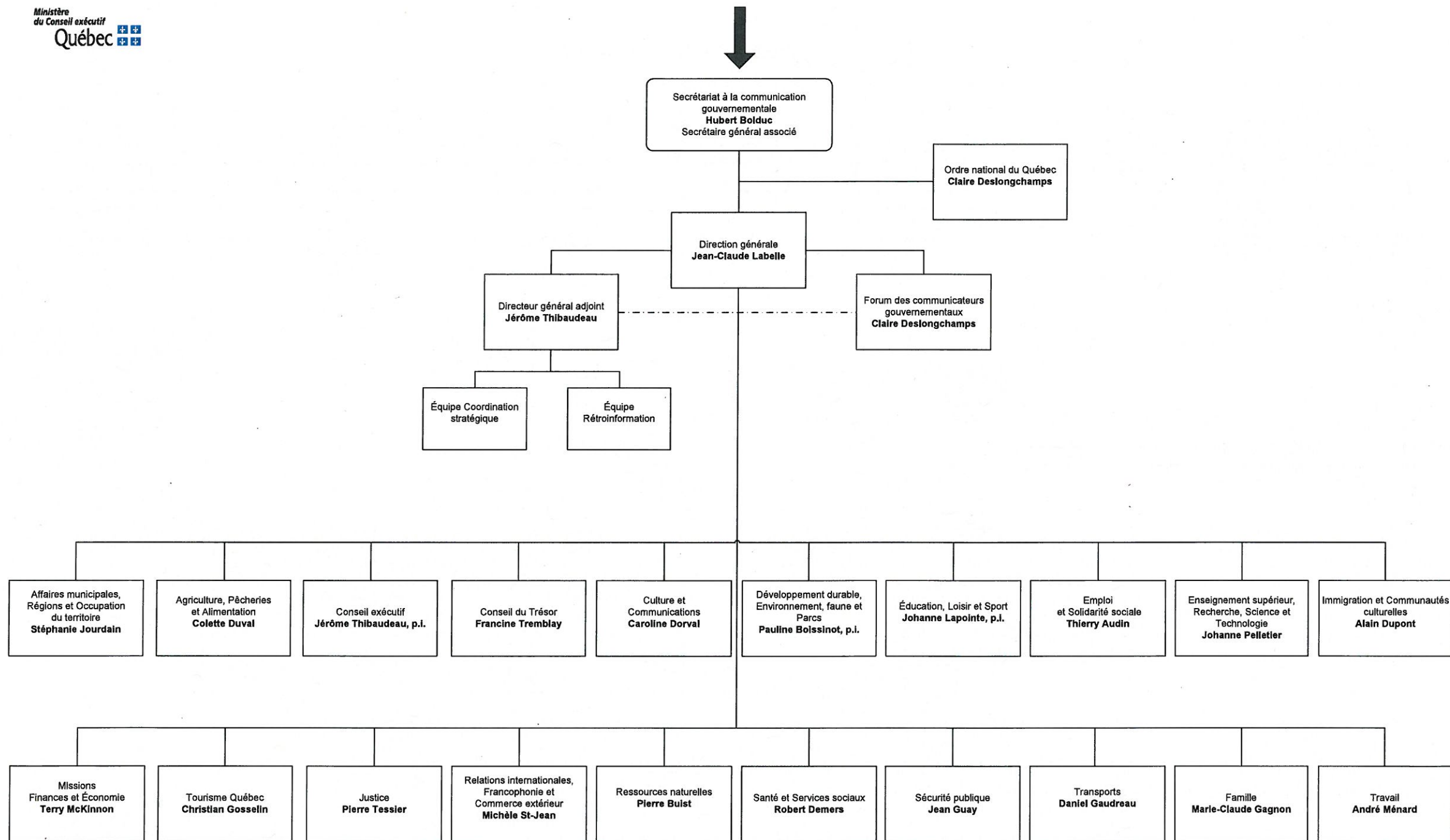
**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

1. Organigrammes détaillés du ministère et des secrétariats sous sa responsabilité. Préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.

L'organigramme se trouve à la page suivante



Voir page 2



MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le ministère, le secrétaire général ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les objectifs, les membres, les procès-verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 41 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. Liste des comités ministériels permanents du MCE, leurs mandats, leurs objectifs, les membres, les procès verbaux de leurs rencontres et les résultats atteints.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 41 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 23 avril 2014.

PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

Aucune nouvelle directive n'a été émise par le premier ministre ou le secrétaire général depuis le 1er avril 2013.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Salaire, avantages et bonis versés aux cadres du ministère du Conseil exécutif et de ses secrétariats depuis le 23 avril 2014.

1er avril 2013 au 31 mars 2014

Salaire total versé aux cadres : 5 217 587 \$

Boni total versé aux cadres : 0 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. Liste des « CT réception » du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014, en indiquant, pour chacun des fournisseurs, le nom, les montants payés ainsi que la date du service fourni.

Réponse: aucun.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. Liste des agences ou consultants engagés par le ministère et ses secrétariats depuis le 23 avril 2014 avec montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 7 des renseignements généraux

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014 pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs, en précisant le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

<u>Presse écrite:</u>	
Fournisseur: Centre de services partagés du Québec	
But : faire connaître les actions gouvernementales	
Placement publicitaire post cérémonie de l'Ordre national du Québec	39 882 \$
Campagne pour l'appel de candidature de l'Ordre national du Québec	35 997 \$
<u>Presse écrite:</u>	
Fournisseur: Centre de services partagés du Québec	
But: Faire connaître les actions gouvernementales	
Avril	
Placement publicitaire dans le magazine Potaufeu	3 176 \$
Mai	
Placement publicitaire à l'occasion de la journée nationale des Patriotes	14 496 \$
Juin	
Placement publicitaire à l'occasion de la Fête nationale	31 369 \$
Placement publicitaire à l'occasion de la Fête nationale dans la Tribune juive	
Placement publicitaire à l'occasion du mois de Karem	
Placement publicitaire dans le journal Le Devoir concernant Nelson Mandela	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014 pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs, en précisant le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

Août	1 059 \$
Parution de la carte d'affaires de l'adjoint parlementaire de la PM dans le journal Énergie solaire du Québec	
Septembre	2 298 \$
Placement publicitaire dans le cahier spécial du journal Les Affaires	
Octobre	1 544 \$
Placement publicitaire dans le cahier spécial du journal La Quête	
Novembre	1 324 \$
Placement publicitaire dans le magazine Fugues à l'occasion de la nouvelle année	
Décembre	48 384 \$
Placement publicitaire entourant le gouvernement régional	
Placement publicitaire à l'occasion du Jour du drapeau	
Janvier	1 308 \$
Publi-reportage dans le Journal de l'Association des employés du gouvernement du Québec	
Message de la première ministre dans le journal de l'Association des employés du gouvernement du Québec pour les mois suivants : mars, avril, juin, septembre, octobre, novembre, décembre, février et mars	13 904 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. Montants déboursés, par mois, depuis le 23 avril 2014 pour la publicité, la création, l'élaboration de slogans et la publication de documents par le ministère et ses secrétariats, au Québec ou ailleurs, en précisant le nom de l'agence et les médias impliqués, le cas échéant.

<u>Presse électronique:</u>	
Fournisseur: Centre de services partagés du Québec	
But: Faire connaître les actions gouvernementales	
Juin	102 149 \$
A) Placement publicitaire à la radio, télévision et autres	
Fête nationale (conception du message : Brad)	
Fête nationale (placement radio et télévision)	
Septembre	1 846 694 \$
Charte des valeurs québécoises	
Achats médias	
Conception-production	
Publipostage	
Étude postcampagne	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. Effectifs affectés au ministère du Conseil exécutif et à ses secrétariats depuis le 23 avril 2014 avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville) ainsi que les conditions d'embauche et leur salaire.

Du 1er avril 2013 au 31 mars 2014

Catégorie « fonctionnaire »

Nombre de mouvements : 7
Lieu de travail : Québec
Salaire : 32 362 \$ à 48 817 \$

Catégorie « professionnel »

Nombre de mouvements : 31
Lieu de travail : Québec et Montréal
Salaire : 39 062 \$ à 81 863 \$

Catégorie « cadre »

Nombre de mouvements : 5
Lieu de travail : Québec
Salaire : 82 000 \$ à 111 866 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied par le Secrétariat aux emplois supérieurs incluant, pour chacun, l'allocation de départ versée et le montant équivalent au préavis, et ce, depuis le 23 avril 2014.

- (a)** M. Michael Louis Turcotte (membre et président du conseil d'administration d'Hydro-Québec), résiliation de contrat avec prise d'effet au 14 mai 2013, préavis de 3 mois payé, allocation de départ de 125 000 \$ correspondant à 12 mois de son traitement annuel (dont les 3 mois de préavis).
- (b)** Mme Marie Gagnon (vice-présidente de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance), résiliation de contrat avec prise d'effet au 12 mai 2013, le préavis de 3 mois a été travaillé, allocation de départ correspondant à 6,5 mois de son traitement annuel, soit 73 500 \$.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 23 avril 2014, avec pour chacun :

- la durée de la période de non affectation;**
- le salaire total versé durant la non affectation;**
- la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.**

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis le 23 avril 2014.

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 706 (au 31 mars 2013) à 752 (au 31 mars 2014), soit une augmentation de 46 titulaires représentant une hausse de 6,5 %.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Depuis le 23 avril 2014, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction.

31 MARS 2014

MINISTÈRES	NOMBRE	MASSE SALARIALE
Sous-Ministre	28	5 501 594 \$
Sous-Ministre associé ou adjoint	106	17 233 432 \$
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	16	2 276 189 \$
TOTAL	150	25 011 215 \$

ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

ORGANISMES (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)

	NOMBRE	MASSE SALARIALE
Présidents	125	21 268 053 \$
Vice-présidents	94	13 936 616 \$
Membres et secrétaires	383	46 247 506 \$
TOTAL	602	81 452 175 \$
TOTAL GLOBAL	752	106 463 390 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. Depuis le 23 avril 2014, nombre de nominations ou de renouvellements de contrat pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction.

	Du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014
MINISTÈRES	
SM	4
SMA	36
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	6
TOTAL	46
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ORGANISMES	
Présidents	40
Vice-présidents	27
Membres et secrétaires	112
TOTAL	179
TOTAL GLOBAL	225

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. La liste des membres de l'équipe du Secrétariat à la communication gouvernementale.

Bureau du secrétaire général associé	
Bolduc, Hubert	
Couture, Isabelle	
Bernard, Marie-Claude	
Perron, Denis	
Tremblay, Josée	
Thibodeau, Sébastien	
Bureau du Directeur général	
Labelle, Jean-Claude	
Pichette, Geneviève	
Saint-Pierre, Hélène	
Tessier, Guillaume	
Direction des communications	
Beaumont, Ann Marie	
Bédard, Johanne	
Belzile, Karine	
Blais, André	
DesChesnes, Johanne	
Dubuc, Marie-Line	
Gagnon, Julie	
Garon, Audrey	
Giguère, Nathalie	
Gosselin, Jérôme	
Lachance, Patrick	
Lapointe, Johanne	
Laroche, Sophie	
Paquette, Sylvie	
Périgord-Bisson, Myriam	
Vézina, Justine	
Direction de la coordination stratégique	
Bouchard, Alexina	
Fortin, Stéphanie	
Sauvé, Marie-Pier	
Thibaudeau, Jérôme	
Service de la rétroinformation	
Bois, Olivier	
Guérard, Émilie	
Leclerc, Sylvie	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. Pour chacune des campagnes publicitaires imputées sur les crédits dévolus au Secrétariat à la communication gouvernementale depuis le 23 avril 2014 :

- objet de la campagne;
- coût de la campagne;
- clientèle visée par la campagne;
- moyens publicitaires utilisés (type de média, fréquence et durée);
- nom de la firme et/ou des professionnels ayant obtenu des contrats dans le cadre de la campagne;
- firme responsable du placement média;
- et, selon le cas, y a-t-il utilisation de l'image du premier ministre ou d'un ministre dans la cadre de la campagne?

Le Secrétariat à la communication gouvernementale (MCE) ne réalise pas de campagnes publicitaires à même les crédits qui lui sont dévolus. Les crédits alloués à la provision du MCE (programme 2; élément 6) sont transférés aux ministères et aux organismes qui en font la demande en vue de soutenir la réalisation de projets prioritaires de communication gouvernementale, notamment des campagnes publicitaires.	
En 2013-2014, les crédits de la provision du MCE ont été transférés dans les portefeuilles des ministères et des organismes selon la répartition suivante :	
	<u>1er avril 2013 au 31 mars 2014</u>
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation (MAMROT)	75 000 \$
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)	697 100 \$
Ministère du Conseil exécutif (MCE)	2 331 000 \$
Ministère du Développement durable, Environnement, Faune et Parcs (MDDEFP)	17 900 \$
Ministère des Finances et de l'Économie (MFEQ)	724 898 \$
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	33 106 \$
Ministère des Transports (MTQ)	235 000 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	128 200 \$
Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)	20 000 \$
TOTAL:	4 262 204 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Nombre de personnes suspendues avec ou sans solde depuis le 23 avril 2014.

Réponse: aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Depuis le 23 avril 2014, la liste de tous les voyages effectués en Challenger par le premier ministre.

La réponse à cette question est incluse à la question numéro 2 des renseignements généraux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens depuis le 23 avril 2014. Pour chacune de ces rencontres, la date, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.

Cette réponse sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. Copie de tous les documents remis à Luc Godbout et Claude Montmarquette afin de remplir le mandat confié par le gouvernement au printemps 2014 concernant l'état des finances publiques.

La question ne concerne pas l'exercice 2013-2014.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. Politique économique Priorité emploi : mesures maintenues pour 2014-2015 et les budgets accordés.

- La question ne concerne pas l'exercice 2013-2014. Voici le cadre financier de la Politique économique « priorité emploi » tel que prévu en 2013-2014.

Politique économique – Sources de financement
(en millions de dollars)

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	Total
Mesures budgétaires	40,8	471,1	568,3	603,6	1 683,8
– Crédits budgétaires	21,0	275,5	322,1	353,6	972,2
– Fonds vert	14,7	122,6	189,3	185,1	511,6
– Fonds d'électrification des transports	5,0	73,0	57,0	65,0	200,0
Mesures fiscales	11,5	135,6	82,3	85,9	315,3
TOTAL	52,3	606,7	650,6	689,5	1 999,1

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre aux montants indiqués.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. Stratégie d'électrification des transports : mesures maintenues pour 2014-2015 et les budgets accordés.

La question ne concerne pas l'exercice 2013-2014. Voici le cadre financier de la Stratégie d'électrification des transports tel que prévu en 2013-2014.

TABLEAU 3
Stratégie d'électrification des transports – financement de la Stratégie
(en millions de dollars)

	Total 2013-2017
Contribution de la Politique industrielle québécoise 2013-2017	191,0
Contribution de la Politique nationale de la recherche et de l'innovation	33,2
Contribution du Plan de développement du commerce extérieur 2013-2017	9,7
Mesures additionnelles en électrification des transports	282,3
TOTAL	516,2

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Réponse: aucun.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.